

Le témoignage ci-dessous est celui d'un observateur extérieur de l'évolution indienne : l'auteur n'est pas un spécialiste de l'Inde, mais il a travaillé depuis longtemps comme économiste sur les questions de développement et de croissance ; il a eu de nombreuses occasions de se rendre en Inde, de rencontrer quelques-uns des meilleurs économistes indiens et de consulter une littérature abondante sur l'évolution économique récente du pays. Il s'interroge ici sur l'accélération récente de la croissance économique et sur les perspectives de développement qui en résultent, mais aussi sur les dangers et les défis qui s'y attachent. Plutôt que de proposer un énième diagnostic péremptoire sur une situation et une évolution éminemment complexes, ce témoignage voudrait constituer l'amorce d'un dialogue, à propos de questions d'avenir cruciales qui se posent en Inde, mais aussi dans de nombreux autres pays.

Les faits récents

La croissance en Inde est d'abord celle de la population : elle était de 350 millions au moment de l'accession à l'indépendance en 1947, elle est aujourd'hui de 1.1 milliard. Le rythme de la croissance démographique décroît lentement, mais il était encore de l'ordre de 1.7 % par an dans les années récentes, et la stabilisation de la population n'est pas attendue avant le milieu du XXIème siècle.

La croissance économique a connu deux tournants majeurs (Nayyar, 2006) : autour de 1950, d'abord, où elle est passée d'un rythme extrêmement lent (et peut-être même négatif en termes de revenu par habitant) durant la période coloniale, à un rythme relativement soutenu de l'ordre de 3.5 % - le fameux «taux de croissance hindou» - ; puis autour de 1980 (et non pas autour des grandes réformes économiques de 1991, comme on le croit généralement), où elle s'est élevée peu à peu vers des rythmes entre 6 et 8 %. Les travaux préparatoires du 11ème Plan, qui doit couvrir la période 2007-2012, parlent d'une croissance « plus rapide et plus inclusive » de l'ordre de 8% par an, et peut-être même de 10 % en fin de période (Planning Commission, 2006).

L'effet de cette accélération de la croissance du revenu global sur la réduction de la pauvreté - objectif explicitement affiché depuis l'indépendance, au point que l'on peut considérer l'Inde comme un véritablement précurseur des stratégies internationales dans ce domaine -, cet effet n'est pas clair, et d'ailleurs difficile à mesurer : on estime que la proportion de la population vivant sous le «seuil de pauvreté» a légèrement décliné, mais que le nombre absolu des «pauvres» a cependant augmenté (Drèze et Sen, 2002). La pauvreté ou la richesse ne peuvent d'ailleurs pas se mesurer seulement en termes de revenu moyen, d'autant plus que les inégalités sociales traditionnelles en Inde (dont le système des castes constitue l'une des manifestations les plus profondes) se sont certainement accrues dans la période la plus récente ; elles doivent s'apprécier aussi en termes d'accès aux services publics, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation, où la situation demeure dramatiquement insuffisante pour une majorité de la population. Un emploi plus régulier et plus stable pour une proportion plus grande de la population est certainement l'une des conditions majeures de la réduction de la pauvreté, mais les modalités et les structures actuelles de l'emploi s'y prêtent mal ; cependant, cette exigence d'emploi accrue va constituer l'un des arguments les plus puissants en faveur du maintien d'une croissance rapide en Inde dans les années à venir, même si l'élasticité de la croissance de l'emploi par rapport à la croissance du PIB demeure actuellement inférieure à 1 (ce qui veut dire que pour une croissance du PIB d'un pourcentage donné, la croissance de l'emploi est régulièrement inférieure à ce pourcentage) (Sen et Himanshu, 2006).

Les réformes de 1991

Amorcées dès la décennie 80, les grandes réformes de 1991 constituent une modification assez profonde des politiques économiques indiennes,

traditionnellement axées depuis Nehru sur une faible ouverture extérieure et sur un rôle central de l'Etat : elles préconisent essentiellement une ouverture au commerce et au capital extérieurs, et donc une réduction du protectionnisme, mais aussi une place beaucoup plus large aux mécanismes du marché, notamment par la dérégulation et la privatisation.

Contrairement à ce qu'il s'est passé dans une majorité de pays en développement, les réformes en Inde n'ont pas été imposées directement par les institutions de Bretton-Woods (Fond Monétaire International et Banque Mondiale), mais décidées plus directement par les autorités indiennes elles-mêmes ; elles se rattachent cependant bien, par leur inspiration et leur orientation, à l'esprit du «consensus de Washington». Elles s'expliquent, d'après certains analystes (Kohli 2006), comme le fruit d'une alliance nouvelle entre les responsables publics de la stratégie et le capital privé national.

Les réformes «néo-libérales» de 1991 confèrent une importance privilégiée au maintien et à l'accélération de la croissance, même si cette tendance s'observait déjà depuis le début des années 80. Aux yeux des promoteurs de ces réformes, cette croissance rapide constitue d'ailleurs à la fois un objectif en soi (le développement étant conçu d'abord comme un phénomène de croissance) et une condition indispensable à la réalisation de tous les autres objectifs traditionnels de la stratégie indienne de développement. Ces réformes ont incontestablement apporté un nouveau dynamisme à l'économie indienne, dont on se plaît à parler aujourd'hui sous l'appellation de «*shining India*», l'Inde qui brille.

Une littérature considérable continue cependant de discuter l'impact de ces réformes en termes de pauvreté, d'inégalité et de conséquences écologiques. La relation avec la pauvreté est loin d'être claire, et personne n'ose parler d'un impact positif incontestable ; quant aux inégalités de revenus, elles se sont incontestablement aggravées, d'autant plus que la redistribution des fruits de la croissance plus rapide, et plus généralement l'accélération de la demande interne plutôt que celle d'une orientation vers les marchés extérieurs, ne semblent jamais avoir fait l'objet d'une préoccupation explicite des responsables de la stratégie. Les conséquences écologiques négatives paraissent aussi considérables, notamment en termes de pression excessive (voire de pillage) exercé sur les ressources naturelles (Drèze et Sen, 2002). C'est dans cette perspective qu'un économiste comme Amit Badhuri (2005) peut affirmer que l'Inde a choisi un modèle de développement produit par la globalisation et axé sur les marchés extérieurs et la compétitivité, plutôt qu'un modèle axé sur la croissance de la demande interne et de l'emploi.

Au total, on peut considérer que les réformes de 1991 se sont traduites (1) par le maintien d'une croissance accélérée dont l'Inde avait bien besoin, au moins dans la période actuelle ; (2) par de graves impacts sociaux et écologiques négatifs ; (3) par l'émergence d'un « euphorie de la croissance » (*growthmania* ou *growth euphoria*) qui rend très peu probable, ou même impossible dans la période actuelle, une remise en cause de la croissance économique indéfinie en tant qu'objectif prioritaire de la stratégie de développement à moyen et long terme.

C'est justement pour comprendre la nécessité d'une telle remise en cause qu'il est utile de prendre du recul par rapport aux modalités spécifiques de la croissance indienne et de la resituer dans un cadre de raisonnement plus général, où l'expérience de l'Inde et ses perspectives d'avenir soulèvent d'ailleurs des questions cruciales pour l'avenir de la planète toute entière.

U ne mise en question de la croissance

Depuis de nombreuses années, divers débats opposent les «experts du développement», théoriciens ou praticiens, à propos de la distinction nécessaire entre «croissance» et «développement» ; mais il faut reconnaître que ces débats n'ont jamais enlevé à la croissance économique indéfinie sa place de référence prioritaire dans les stratégies concrètes de développement. Dans les années récentes, on a même vu apparaître un

courant de pensée (dans la littérature francophone, en particulier) proposant la renonciation à la notion de développement et l'organisation d'une décroissance généralisée des économies. Je crois pour ma part que cette dernière proposition n'est ni légitime, ni réaliste, ni politiquement responsable ; mais ce débat dépasse le thème du présent article. Je me borne donc à résumer sommairement les principaux arguments du débat autour de la croissance indéfinie, tout en rappelant les principaux enseignements et les principaux défis de l'expérience indienne dans ce domaine, et en soulignant le rôle éminent que l'Inde pourrait jouer dans ce débat dont l'importance est mondiale.

Rappelons d'abord les arguments les plus courants - mais qui sont aussi les plus puissants, et sans doute les plus difficiles à écarter - en faveur de la croissance économique globale indéfinie :

* La croissance du PIB (Produit Intérieur Brut) signifie la mise à la disposition de la collectivité concernée d'une masse accrue de biens et de services, qui sont principalement des « marchandises » puisque leur mode de comptabilisation suppose, au moins en principe, qu'elles aient donné lieu à échange sur le marché ; ces biens et services concernent à la fois la consommation, l'investissement et l'exportation. Cette production et ces échanges donnent lieu aussi à un *emploi* rémunérateur plus important, et donc à *revenu global* accru permettant à la collectivité d'acquiescer ces marchandises. Quantités accrues de biens et de services et revenus accrus peuvent ainsi se présenter comme la composante centrale de l'*accroissement de la richesse*, ou inversement de la *réduction de la pauvreté*. Dans un pays en croissance démographique comme l'Inde, où les besoins élémentaires ne sont pas satisfaits pour une proportion importante de la population, une telle croissance reste évidemment capitale.

* La croissance globale fournit une masse de ressources réelles et financières qui constituent une base mobilisable pour le financement des *services publics* indispensables au progrès économique de l'ensemble de la collectivité (infrastructure de base, éducation, santé publique, etc.). L'importance de cette exigence pour l'Inde est cruciale, on l'a vu.

* La croissance permet enfin une insertion accrue de la collectivité dans les *échanges extérieurs*. Plus largement, cette croissance est considérée comme un facteur central dans la *compétition internationale pour la puissance*, comme en témoigne la rivalité qui se dessine entre l'Inde et la Chine dans l'économie mondiale. Et cette puissance est considérée le plus souvent comme un objectif central de progrès.

Face à ces arguments qui paraissent témoigner du bon sens économique le plus élémentaire, pourquoi mettre en question cette exigence ? Reprenons au moins brièvement les cinq objections majeures usuelles :

* Il y a malentendu sur la *signification de la croissance* : celle-ci témoigne effectivement d'une activité d'échange accrue (elle mesure un volume de transactions), mais sa maximisation ne dit rien sur la nature des quantités de biens et de services en augmentation, ni sur le *bien-être* qui en résulte pour la majorité. Exemples frappants en Inde : la croissance plus forte des biens et services destinés à une clientèle relativement riche (par rapport à ceux qui répondraient aux besoins essentiels les plus urgents), ou encore celle des services bancaires et financiers.

* Les quantités globales peuvent être diversement réparties. Or la plupart des études sur l'économie mondiale, et sur celle de l'Inde en particulier, font état d'une *aggravation accrue des inégalités* de revenus et d'accès aux ressources, et cette aggravation semble bien liée à l'accélération de la croissance. La règle de base du marché reste celle de la demande solvable : la croissance marchande profite donc nécessairement aux mieux nantis. Le contraste entre l'extrême misère et les excès de la société de consommation pour une minorité de privilégiés est devenu de plus en plus brutal en Inde, notamment dans les grandes villes : peut-on alors parler de « réduction de la pauvreté » ?

* On sait de plus en plus que la croissance implique de dangereux prélèvements sur les ressources naturelles et engendre des *dégâts écologiques* extrêmement lourds : elle exige donc en toute hypothèse une gestion très rigoureuse. Les études se sont multipliées en Inde sur les coûts écologiques de la croissance passée : comment ne pas s'inquiéter aujourd'hui des risques accrus d'une accélération aveugle de cette croissance ?

* On peut ajouter enfin - mais ceci fait déjà partie d'un débat politique et même philosophique plus large - qu'une croissance centrée sur des quantités de marchandises appropriables soulève des interrogations multiples sur le caractère souhaitable de cette conception de la destinée humaine : les hommes et les sociétés doivent vivre décemment, bien sûr, mais le désir universel de progrès se limite-t-il à une consommation accrue de marchandises, et doit-il se traduire par une compétition de plus en plus âpre entre les hommes ? Il n'est pas vrai que le seul critère du progrès soit

ce qu'une majorité (peut-être aveuglée) réclame. Mais quels sont aujourd'hui les critères acceptables et souhaitables d'un avenir meilleur ? La *réflexion éthique* est donc plus nécessaire que jamais. En Inde, elle peut se nourrir d'une tradition culturelle séculaire, et elle reste aujourd'hui très vivante (voir, par exemple, Pathak, 2006).

On peut ainsi formuler une appréciation cruciale sur l'expérience indienne de croissance et sur son importance considérable pour le monde : *la croissance économique y apparaît indispensable en raison du faible niveau de satisfaction des besoins, mais elle se heurte peu à peu à des obstacles de plus en plus considérables, au point de mettre en question sa viabilité dans l'avenir. Cependant la prééminence de cette croissance reste plus nettement affirmée que jamais, et presque personne dans le débat public en Inde ne semble considérer la nécessité d'une remise en cause radicale de cette prééminence dans les stratégies de développement.*

Éléments de conclusion pour un débat politique.

Il n'y a évidemment pas de solution simple à ce problème gigantesque. Je me borne à indiquer quelques points de repères préliminaires pour un indispensable débat politique.

(1) On peut parler d'un « *paradoxe de la croissance* », en Inde comme dans l'ensemble du monde actuel : celle-ci apparaît à la fois comme indispensable à court et moyen terme et impossible dans le long terme. La source de ce paradoxe ne peut être comprise que par référence au système économique dominant et à son exigence fondamentale de l'accumulation.

(2) Le constat de ce paradoxe ne dispense pas de lui trouver une solution, et pas seulement pour des raisons d'éthique ou de justice sociale, mais pour des raisons pratiques : les obstacles à une croissance indéfinie dans le long terme sont tels qu'ils mettent en cause la *survie même* de notre monde.

(3) La *réflexion nécessaire* sur ce problème majeur de notre temps concerne tout particulièrement les sciences sociales et la place de l'économie, mais aussi la condition humaine et la nature de l'intérêt général. Elle doit déboucher sur une conception plus large des objectifs du progrès humain, et sur les possibilités de réduire progressivement la place de la croissance dans cet assortiment d'objectifs.

(4) L'*expérience indienne* constitue une illustration saisissante de ces grands problèmes du progrès humain. Elle montre que la croissance économique est nécessaire mais insuffisante ; elle suggère aussi la richesse de l'inspiration qui peut être trouvée dans l'héritage d'une civilisation dont les valeurs dominantes demeurent particulièrement profondes.

Références

- BADHURI, Amit (2005) : « Guarantee Employment and the Right to Information », *Economic and Political Weekly*, , April 22.
- COMELIAU, Christian (2006) : *La croissance ou le progrès ? Croissance, décroissance, développement durable*, Collection « Economie humaine », le Seuil, Paris.
- CORNIA, Giovanni, ed. (2006) : *Pro-Poor Macroeconomics. Potential and Limitations*, UNRISD, Geneva and Palgrave MacMillan, Basingstoke.
- DREZE, Jean, and SEN, Amartya (2002) : *India. Development and Participation*, Oxford University Press, New-Delhi.
- KOHLI, Athul (2006) : « Politics of Economic Growth in India, 1980-2000 », *Economic and Political Weekly*, Part I, April 1, and Part II, April 8.
- NAYYAR, Deepak (2006) : « Economic Growth in Independent India : Lumbering Elephant or Running Tiger ? », *Economic and Political Weekly*, April 15, 2006.
- PATHAK, Avijit (2006) : *Modernity, Globalisation and Identity. Towards A Reflexive Quest*, Aakar Books, Delhi.
- Planning Commission (2006) : *An Approach to the 11th Five Year Plan. Towards Faster and More Inclusive Growth*, Government of India, 17 November 2006.
- SEN, Abhijit and HIMANSHU : « Poverty and Inequality in India », *Economic and Political Weekly*, Part I, September 18, and Part II, September 25.